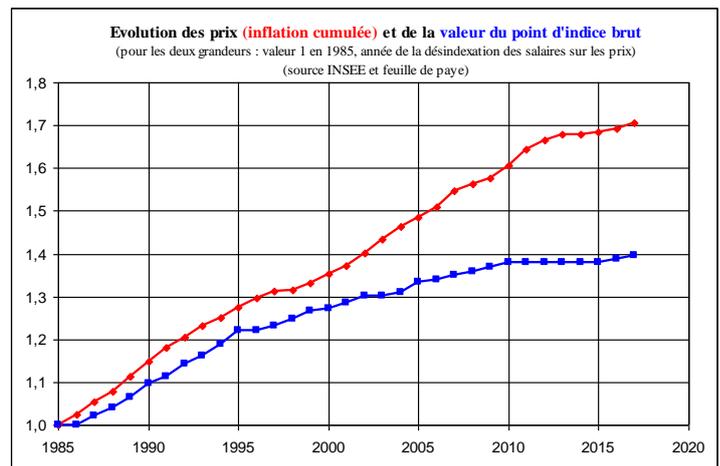


**D'autres choix économiques sont largement possibles
et il est urgent d'obtenir un rattrapage en nous dégageant du piège de la résignation.**

Alors que les « rémunérations » de PDG, d'actionnaires s'étalent avec indécence, la grève du 10 octobre dernier a été l'occasion pour les salariés du public comme du privé d'exprimer leur colère face aux bas salaires et à la perte de pouvoir d'achat qu'ils subissent. Et pour les fonctionnaires, cette perte n'est pas des moindres : - 22 à -25 % (selon indice des prix INSEE utilisé) sur la valeur du point d'indice brut depuis 1985, année de la désindexation des salaires sur les prix (voir courbes ci-contre), **soit l'équivalent d'une suppression de quasiment 3 mois de salaire par an !**

Cette perte énorme n'est pas toujours perceptible par les collègues du fait de l'avancement d'échelon lié à l'ancienneté et qui atténue le mal. Il en est de même avec l'artifice hypocrite de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat), par exemple pour les collègues dont l'avancement est bloqué en fin de carrière. Cependant, cette perte est bien réelle et les jeunes collègues la subissent de plein fouet, avec des conséquences extrêmement négatives quant à l'attractivité du métier d'enseignant, hypothéquant ainsi la qualité des recrutements. Bref, cette politique, par delà son cynisme, est révélatrice du peu d'ambition du pouvoir pour la jeunesse et son éducation !



Refusons les tentations individualistes !

Face à cette « paupérisation », certains collègues peuvent être tentés par les heures complémentaires... Or, le SNESUP alerte car d'une part, le taux de paiement des heures complémentaires (environ 41 euros de l'heure TD ou TP) est dérisoire et correspond au SMIC puisqu'une heure TD est équivalent, avec tout le travail connexe à l'enseignement, à 4,2 heures de travail selon le ministère même. Ce taux est évidemment bien inférieur à ce qu'il devrait être à savoir, 125% de l'heure statutaire, soit près de 120 euros. Le SNESUP dénonce ce sous-paiement honteux depuis longtemps. D'autre part, en masquant la pénurie d'emplois sciemment organisée par le ministère, cela pérennise le chômage de très nombreux jeunes docteurs.

Sur ce point, nous rappelons qu'une résorption seulement partielle des vacances et heures complémentaires nécessiterait de recruter 30000 enseignants-chercheurs ! Mais bien sûr, de tels choix requièrent l'arrêt des économies sur le dos des collègues et du service public. Cela nécessite une autre philosophie en matière de gestion du pays et des affaires, en combattant les inégalités qui se creusent dangereusement, en levant l'impôt (des riches) à la hauteur des besoins, en se dégageant des dogmes économiques libéraux européens...

Universitaires, intellectuels, nous connaissons les chiffres ! Dénonçons les mensonges d'État sur le manque de moyens !

Bref, une autre politique est largement possible si le pays en a la volonté et si on s'en donne les moyens. A titre indicatif, l'augmentation de 1% du salaire des 5 millions de fonctionnaires représente un coût largement supportable de moins de 3 milliards d'euros sur le budget de l'État, somme à rapprocher des 220 milliards d'euros (!) représentant la totalité des aides annuelles au patronat (sous toutes les formes) et aux 80 milliards (estimation qui fait consensus) de la fraude fiscale...

C'est pourquoi il est essentiel que les collègues s'emparent de leur outil syndical pour combattre ces régressions et inégalités sociales, tout en gagnant un rattrapage salarial !